Immigration, Refugees and Citizenship Canada | Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada

Étude de suivi annuelle 2020-21/ Recherche qualitative

Sommaire provisoire (automne 2020)

Préparé pour : Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada

Nom du fournisseur : Ipsos
Numéro de contrat : B8815-21-0030/001/CY
Valeur du contrat : 250 000,00 $ (TVH comprise)
Date d'attribution : 2020-07-29
Date de livraison : 2020-12-14

Numéro d'enregistrement : ROP 019-20

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec IRCC à l'adresse suivante : IRCC.COMMPOR-ROPCOMM.IRCC@cic.gc.ca

This report is also available in English.

Canada

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre dirigeant d'Ipsos, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences de neutralité politique du gouvernement du Canada exposées dans la Politique de communication du gouvernement du Canada et la Procédure de planification et d'attribution de marchés de services de recherche sur l'opinion publique. En particulier, les documents remis ne contiennent pas de renseignements sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Mike Colledge
Président
Affaires publiques Ipsos

Sommaire

Affaires publiques Ipsos a le plaisir de remettre le présent rapport à Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada.

Contexte

Depuis sa création en 1994, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC), un ministère réunissant les services d'immigration et de citoyenneté, a joué plusieurs rôles d'importance : admettre les immigrants, étudiants étrangers, visiteurs et travailleurs temporaires, réinstaller les réfugiés, aider les immigrants à s'adapter à la société canadienne et à devenir des citoyens canadiens et gérer l'entrée au Canada.

IRCC a mis en place un programme d'étude continue en vue de mieux comprendre les attitudes des Canadiens à l'égard des enjeux relatifs à la citoyenneté et à l'immigration. Par l'évaluation et l'analyse des points de vue des nouveaux arrivants, des immigrants et du grand public, le ministère obtient des indications sur d'importants secteurs de dépenses relatifs à son mandat et aux services qu'il rend.

Objectifs de l'étude

L'étude de 2020-2021 porte sur les points de vue des membres de la population générale du Canada, y compris les nouveaux arrivants et les Canadiens autochtones, dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Plus précisément, les objectifs de l'étude sont les suivants :

- Mesurer les perceptions de la reprise de l'immigration au Canada à la suite de la réouverture des frontières;
- Mesurer les perceptions du nombre d'immigrants qui viennent au Canada;
- Mesurer les perceptions des répercussions de l'immigration sur le Canada;
- Mesurer les perceptions du système d'immigration et des priorités du Canada;
- Mesurer les perceptions de l'établissement et de l'intégration des immigrants;
- Comparer les résultats obtenus en ligne aux résultats du sondage téléphonique et établir des données de référence en ligne, s'il y a lieu.
- À l'aide de l'étude qualitative, explorer les prises de position sous-jacentes et évaluer les énoncés portant sur la réouverture des frontières du Canada et les futurs niveaux d'immigration.

Les attitudes des Canadiens à l'égard d'enjeux comme l'immigration, l'établissement, l'intégration, la citoyenneté et les services d'IRCC revêtent une grande importance pour les politiques et les programmes d'IRCC. Ainsi, par l'évaluation et l'analyse des attitudes à l'égard des éléments clés du mandat du ministère, cette étude vise à aider IRCC à faire en sorte d'offrir des options de politiques et des programmes de qualité, à favoriser et à gérer efficacement les services axés sur les citoyens, à gérer les risques organisationnels et stratégiques de manière proactive et à recueillir et utiliser des renseignements pertinents sur les retombées des programmes.

Le projet d'étude comporte deux volets : une série de groupes de discussion qualitatifs en ligne et un sondage quantitatif mené en deux vagues, en ligne et au téléphone. La valeur totale du contrat pour cette étude est de **250 000,00 $**, TVH incluse. Ce rapport provisoire présente les résultats des groupes de discussion qualitatifs en ligne et de la première vague du sondage quantitatif. La deuxième vague du sondage se déroulera au cours des prochains mois.

Méthodologie de l'étude qualitative

Ipsos a mené au total 14 groupes de discussion en ligne auprès des publics cibles suivants :

- Membres du **grand public** canadien âgés de 18 ans ou plus (y compris des personnes qui vivent dans les régions plus rurales)
- **Nouveaux arrivants** (immigrants qui vivent au Canada depuis moins de dix ans)
- **Canadiens autochtones** (mélange de régions)

Ipsos a utilisé des questions de recrutement particulières en vue d'assurer une bonne composition des groupes de discussion sur le plan du revenu, de l'âge, du niveau de scolarité, du nombre d'années de résidence au Canada et d'autres variables socioéconomiques pertinentes. Le travail sur le terrain a eu lieu entre le 1er octobre et le 2 novembre 2020. Deux groupes de discussion ont eu lieu chaque jour, aux dates suivantes :

1. 1er octobre 2020
    - Groupe 1 : **Région du Grand Toronto**
        - Public cible : population générale
        - Langue : anglais
    - Groupe 2 : **Winnipeg, Saskatoon, Regina**
        - Public cible : population générale
        - Langue : anglais
2. 5 octobre 2020
    - Groupe 1 : **Calgary, Edmonton**
        - Public cible : population générale
        - Langue : anglais
    - Groupe 2 : **Région métropolitaine de Vancouver**
        - Public cible : population générale
        - Langue : anglais
3. 6 octobre 2020
    - Groupe 1 : **Grand Montréal**
        - Public cible : population générale
        - Langue : français
    - Groupe 2 : **Petites villes du Québec**
        - Public cible : population générale
        - Langue : français

4. 7 octobre 2020
    - Groupe 1 : **Atlantique (grandes et petites villes)**
        - Public cible : population générale
        - Langue : anglais
    - Groupe 2 : **Petites villes de l'Ouest canadien, y compris les communautés du Programme pilote d'immigration dans les communautés rurales et du Nord (PPICRN)**
        - Public cible : population générale
        - Langue : anglais
5. 13 octobre 2020
    - Groupe 1 : **Petites villes de l'Ontario, y compris les communautés du PPICRN en Ontario**
        - Public cible : population générale
        - Langue : anglais
    - Groupe 2 : **Canadiens autochtones, échelle nationale (mélange de régions)**
        - Public cible : Canadiens autochtones
        - Langue : anglais
6. 14 octobre 2020
    - Groupe 1 : **Région du Grand Toronto**
        - Public cible : nouveaux arrivants (immigrants qui vivent au Canada depuis moins de dix ans)
        - Langue : anglais
    - Groupe 2 : **Région métropolitaine de Vancouver**
        - Public cible : nouveaux arrivants (immigrants qui vivent au Canada depuis moins de dix ans)
        - Langue : anglais
7. 2 novembre 2020
    - Groupe 1 : **Région métropolitaine de Vancouver**
        - Public cible : population générale
        - Langue : anglais
    - Groupe 2 : **Région du Grand Toronto**
        - Public cible : population générale
        - Langue : anglais

Les groupes de discussion en ligne duraient environ deux heures. Au total, 103 participants sur 112 personnes recrutées y ont pris part. La population de nouveaux arrivants étant restreinte, une somme de 125 $ a été versée à ces personnes pour favoriser la participation. Les autres participants ont reçu une somme de 85 $ en guise de remerciement pour leur participation.

Avis au lecteur : Veuillez noter que les résultats d'étude qualitative sont de nature exploratoire et directionnelle. Par conséquent, tous les résultats qualitatifs ne peuvent ni ne doivent être extrapolés à la population canadienne; ils constituent toutefois des données importantes qui permettent de jauger la profondeur et la diversité des opinions de la population sur les questions à l'étude.

Méthodologie de l'étude quantitative (vague 1)

Ipsos a mené un sondage téléphonique de 14 minutes auprès d'un échantillon national de n = 1 500 adultes canadiens du 21 août au 21 septembre 2020, et un sondage en ligne de 10 minutes auprès de 1 503 répondants du 28 août au 21 septembre 2020.

Les répondants au sondage téléphonique ont été sélectionnés au hasard à l'aide d'un système de composition aléatoire, un échantillon qui donne lieu à une marge d'erreur de plus ou moins 2,5 points de pourcentage (calculée selon un intervalle de confiance de 95 %). Le sondage en ligne a été mené auprès d'un échantillon non probabiliste; aussi, la marge d'erreur ne peut pas être calculée. On a offert aux répondants de répondre au sondage dans la langue officielle de leur choix.

Un rapport complet sur la méthodologie quantitative qui contient tous les renseignements sur l'exécution du travail sur le terrain nécessaire pour mener à bien le projet d'étude se trouve à l'annexe 1. Les outils de recherche du sondage quantitatif et un ensemble de résultats compilés issus des sondages quantitatifs sont offerts, en anglais et en français, dans un document distinct.

Principaux résultats qualitatifs

Rôle de l'immigration dans la reprise économique post-COVID-19

- Dans tous les groupes, de nombreux participants sont d'avis que l'immigration est plus susceptible d'être utile que néfaste à la relance post-COVID-19. Ce point de vue est surtout étayé par la perception de l'apport économique net des nouveaux arrivants en général et en ce qui concerne la réponse à la pandémie (c.-à-d. leur contribution aux services essentiels et dans les centres de soins de longue durée).
- Cela dit, un certain nombre de participants ont plutôt tendance à dire que l'immigration pourrait avoir un impact néfaste sur la reprise économique après la pandémie de COVID-19. Ce nombre englobe notamment un petit groupe de participants qui sont généralement favorables à l'immigration, mais qui sont incertains ou ont des réserves dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Ce sentiment découle principalement de préoccupations d'ordre économique, et non de santé publique.
- Les préoccupations liées à l'impact néfaste de l'immigration sur l'économie pendant que le pays se remet de la pandémie de COVID-19 sont attribuables à l'état actuel de l'économie et du marché du travail au Canada, certains répondants soulignant la nécessité de « s'occuper *d'abord* des personnes déjà présentes au Canada ».
- Dans l'ensemble, il ressort des discussions que les énoncés sur le rôle de l'immigration dans la relance post-COVID-19 présentés aux participants des groupes de discussion contribuent largement à renforcer leurs points de vue à l'égard de l'immigration. Pour un grand nombre de participants, les énoncés véhiculent des points valables, en particulier en ce qui concerne la contribution des immigrants au système de santé, mais sans pour autant se traduire par un soutien catégorique à la reprise de l'immigration.

- Les participants qui sont sceptiques à l'égard de l'immigration réagissent négativement à ce qu'ils perçoivent comme un langage et/ou un ton trop positifs dans les messages sur les avantages de l'immigration.

Niveaux d'immigration au Canada

- Les niveaux proposés pour 2021 sont bien reçus en général (soit un seuil de 351 000 immigrants présenté dans les douze premiers groupes, conformément au plan alors en vigueur pour 2020-2022, et un seuil de 401 000 immigrants proposé dans les deux derniers groupes, lesquels ont eu lieu après la présentation au Parlement du plan révisé en matière d'immigration pour 2021-2023). Deux éléments fondamentaux expliquent cette attitude : la grande proportion d'admissions allouée aux immigrants qualifiés et la formulation utilisée pour illustrer les niveaux d'immigration, soit 0,92 % de la population canadienne.
- Néanmoins, certains estiment que les niveaux proposés sont trop élevés compte tenu du contexte économique actuel. Dans la foulée, quelques participants réclament « une pause » en matière d'immigration et demandent que la priorité soit accordée aux travailleurs canadiens jusqu'à ce que l'économie du pays se remette de la pandémie.
- Les réactions à l'admission de 500 000 immigrants (soit 1,3 % de la population canadienne) sont semblables à celles exprimées à l'égard des niveaux d'immigration pour 2021, tandis que la possibilité de doubler les niveaux est généralement accueillie avec réserve et mises en garde. Les résultats indiquent une préférence pour des hausses lentes et graduelles afin de prévenir, comme certains l'indiquent, des changements marqués au tissu social.
- Somme toute, les participants ont manifestement du mal à exprimer ce qu'ils considèrent comme un niveau « adéquat » d'immigration. En revanche, ils sont beaucoup plus à l'aise à se prononcer sur leur préférence quant aux catégories d'immigrants à privilégier et à la nécessité d'orienter les nouveaux arrivants vers les régions rurales.
- Les participants sont en général d'accord avec les différentes catégories d'immigration présentées. Certains sont agréablement surpris de constater que la plus grande proportion des admissions est allouée à la catégorie économique, alors qu'une plus faible proportion est allouée aux autres catégories, notamment les réfugiés.
- Les participants s'entendent en général pour dire qu'on devrait accorder la priorité aux travailleurs qualifiés. Leur définition du terme « qualifié » comprend les professionnels fortement scolarisés, tels que les médecins, ainsi que les personnes possédant des compétences dans d'autres domaines où il y a pénurie de main-d'œuvre.
- Les catégories des familles et des réfugiés tendent à susciter davantage de débats que la catégorie économique.

Messages sur la hausse des niveaux

- Dans l'ensemble, les messages sur le faible taux de natalité et la population vieillissante au Canada sont les plus efficaces pour susciter l'appui de nombreux participants et communiquer un

sentiment d'urgence face au besoin d'immigration et, dans une certaine mesure, d'une hausse des niveaux.

- Le message selon lequel « il y a actuellement quatre travailleurs canadiens pour chaque Canadien à la retraite, mais d'ici 2035, il n'y aura que deux travailleurs pour chaque retraité » est particulièrement « efficace » pour convaincre les participants de la nécessité de hausser les seuils.
- Cependant, de façon individuelle et collective, les messages présentés durant les groupes de discussion ont un effet mitigé sur les quelques participants qui ont une attitude résolument négative à l'égard de l'immigration. Sans même contester les enjeux présentés, ils s'opposent à la représentation apparente de l'immigration comme principale ou unique solution et réitèrent la nécessité de s'occuper d'abord des Canadiens.

Répercussions de l'immigration

- Pour réussir à accueillir de nouveaux arrivants, les participants tendent à préconiser l'atténuation de la pression accrue que ceux-ci imposent aux collectivités d'accueil plutôt que de leur fournir une aide à l'installation. Un meilleur accès à des logements abordables et aux infrastructures de transport figure parmi les premières mesures citées, suivi de façon moins fréquente d'un financement en vue d'accroître le nombre d'enseignants et de la réduction des délais d'attente dans le système de santé.
- Enfin, cette étude qualitative a permis d'examiner les facteurs qui poussent certains Canadiens à dire qu'ils n'aiment pas la façon dont l'immigration change le Canada. Un consensus se dégage selon lequel ce sentiment est en grande partie étayé par l'incidence culturelle de l'immigration; cependant, la majorité des participants aux groupes de discussion n'éprouve pas ce sentiment.
- Quelques participants expliquent pourquoi, selon eux, certaines personnes sont de cet avis : notamment le sentiment d'être « la seule personne qui parle français au travail » et la perception selon laquelle les nouveaux arrivants ne font pas tous un effort pour apprendre ou utiliser l'anglais ou le français, le mécontentement ressenti à l'égard de « la perte des modes de vie traditionnels des Canadiens » et des coutumes, alors que les nouveaux arrivants demeurent dans leurs « enclaves ethniques », et la perception selon laquelle on demande aux Canadiens de consentir de grands efforts pour « s'adapter à leurs cultures », plutôt que le contraire.
- Toutefois, un nombre considérable de participants n'hésitent pas à qualifier ce sentiment de « racisme », qu'ils attribuent à « l'ignorance », à l'incompréhension et au malaise face à la composition changeante de la population canadienne et de ses coutumes.

Si vous avez des questions ou des commentaires, n'hésitez pas à communiquer avec :

Marc Beaudoin
Vice-président, Ipsos UU – Études qualitatives
1, rue Nicholas, Ottawa (Ontario)
Téléphone : 613 688-8973
Courriel : marc.beaudoin@ipsos.com